

Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme durable et maîtrise foncière

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO

Mandat d'acquisition foncière entre la Ville de Montpellier et la SERM - Quartier Port Marianne - Clôture du mandat - Reddition des comptes - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Adjoint au Maire, rapporte :

L'opération Port Marianne avait pour objectif de permettre le rééquilibrage de l'urbanisation de la Ville vers l'Est et vers la mer en organisant plusieurs quartiers possédant chacun son caractère propre autour d'un port et d'un grand parc public. Le quartier Port Marianne est délimité à l'Ouest et au Nord par l'urbanisation existante et à l'Est et au Sud par l'autoroute A709.

Par plusieurs conventions de mandat passées entre 1986 et 1989, la Ville avait chargé la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) de réaliser les acquisitions foncières sur plusieurs secteurs de Port Marianne.

Dans un souci de cohérence et d'homogénéité, le Conseil municipal a approuvé le 21 mai 1990 une convention entre la Ville et la SERM concernant les acquisitions foncières sur l'ensemble du périmètre de Port Marianne et succédant ainsi à l'ensemble des conventions particulières passées antérieurement.

Plusieurs avenants ont été par la suite approuvés par le Conseil municipal :

- Les avenants n°1 et 2 approuvés par délibérations des 20 juin 1991 et 27 février 1992, ont défini et précisé les différents secteurs immédiatement opérationnels ;
- L'avenant n°3 approuvé le 29 mars 1996, prorogeait la durée de la mission de 6 années et augmentait le budget de la convention de 20 000 000 F, soit 3 048 980 € portant le budget total à 103 000 000 F, soit 15 702 249 € ;
- L'avenant n° 4 approuvé le 28 novembre 1987, a augmenté le budget de la convention de 20 000 000 F, soit 3 048 980 € portant le budget total à 123 000 000 F, soit 18 751 229 € ;
- L'avenant n° 5 approuvé le 25 juillet 2001, prolongeait la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2005 ;
- L'avenant n° 6 approuvé le 29 juillet 2004, prolongeait la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2008 ;
- L'avenant n° 7 approuvé le 25 juillet 2006, réduisait le périmètre pris en compte par la convention, compte tenu des répartitions de compétences entre la Ville et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- L'avenant n° 8 approuvé le 26 juillet 2007, prenait en compte une augmentation du bilan financier prévisionnel occasionné par la poursuite des acquisitions et l'actualisation des coûts financiers ;
- L'avenant n° 9 approuvé le 24 juillet 2008, prenait en compte une nouvelle augmentation du bilan financier et de l'échéancier prévisionnel des dépenses ainsi que la prorogation de la durée de la convention de mandat jusqu'au 31 décembre 2012 ;
- L'avenant n° 10 approuvé le 25 juillet 2011, prorogeait le mandat jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- L'avenant n° 11 approuvé le 23 juillet 2012, prorogeait la durée de la mission jusqu'au 31 décembre 2015 et arrêtaient le montant prévisionnel des dépenses ;
- L'avenant n° 12 approuvé le 5 novembre 2015, prorogeait la durée de la mission jusqu'au 31 décembre 2020 et établissait les dépenses du mandat à 23 970 K€ TTC ;
- L'avenant n° 13 approuvé le 25 octobre 2018, modifiait l'échéancier des versements de la Ville et portait le montant prévisionnel des dépenses du mandat à 24 204 K€ TTC.

A ce jour, au titre du présent mandat, l'ensemble des dépenses assurées par la SERM pour le compte de la Ville est de 20 289 388,50 € TTC.

L'ensemble des recettes d'un montant de 20 290 622,67 € TTC a été assuré par :

- Des remboursements opérés en dépense par la Ville de Montpellier pour un montant de 19 171 839,37 € TTC,
- D'autres produits, principalement des redevances pour occupation précaire et loyers, pour un montant de 965 896,52 €
- Des produits financiers pour un montant de 68 963,86 €.

Le solde de trésorerie du mandat s'élève en conséquence à +1 234,17 €.

Ce mandat a permis d'assurer en partie la maîtrise foncière nécessaire aux diverses opérations qui ont été menées par la Ville sur ce vaste périmètre. Aujourd'hui les opérations sont terminées et quelques acquisitions encore à mener sont prises en compte par d'autres outils opérationnels.

Il convient donc de procéder à la clôture dudit mandat et à la reddition des comptes afférents.

Le bilan de clôture s'établit comme indiqué sur le tableau ci-après annexé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la clôture du mandat d'acquisition foncière entre la Ville de Montpellier et la SERM du secteur Port Marianne approuvé le 21 mai 1990 ;
- D'approuver le bilan de clôture du mandat d'acquisition foncière dans les termes et conditions ainsi précisés ;
- De donner quitus de sa mission à la SERM ;
- D'autoriser la Ville à faire recette du montant de 1.234,17 € solde de trésorerie dû par la SERM à la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 5 août 2022

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 5 août 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau BILAN DE CLOTURE DU MANDAT.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220728-199316-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/08/22
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.